



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité

Rédacteur à la section surveillance électronique (F/H)

Direction : Direction de l'administration pénitentiaire (DAP)

Affectation : DAP/SM/SDIP/IP1

Statut : Titulaires

Date de publication :

Date de fin de publication :

Informations générales

Corps / Grade :	Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation	
Domaine fonctionnel RIME :		
Emploi-référence RIME :		
Groupe IFSE :		NBI :
Poste vacant <input checked="" type="checkbox"/> Poste susceptible d'être vacant <input type="checkbox"/>		
Durée d'affectation attendue sur le poste :		

Localisation administrative et géographique

Direction de l'administration pénitentiaire / Millénaire 3
35, rue de la gare 75019 PARIS

Description du poste

Vos activités principales

Sous l'autorité du chef de département, de ses adjoints et de la cheffe de section et de son adjointe, le rédacteur à la section surveillance électronique contribue aux missions suivantes :

- 1) Contribuer à l'élaboration et à l'évolution de la doctrine en matière de surveillance électronique**
 - Participer à l'organisation de la surveillance électronique sur le plan national et à la mise en œuvre de procédures métiers par le biais notamment de rédaction de fiches (contenu de la mesure, gestion des alarmes, logistique, enquêtes, installation)
 - Participer à l'élaboration des textes d'application et notes relatives au développement de la surveillance électronique (ARSE, DDSE peine, BAR)
- 2) Apporter un soutien aux services déconcentrés**
 - Participer à l'animation du réseau des responsables de la surveillance électronique à l'échelon interrégional en DISP
 - Répondre aux interrogations juridiques, techniques et pratiques des directions interrégionales, le cas échéant en lien avec les autres départements ou sous-directions
 - Participer à l'élaboration de supports d'aide aux services déconcentrés et notamment la mise à jour du guide méthodologique de la surveillance électronique et la refonte de la circulaire du 28 janvier 2008 relative à la surveillance électronique mobile
- 3) Contribuer aux évolutions des mesures de surveillance électronique sur le plan technique et assurer la légalité des informations rentrées dans le logiciel SAPHIR (logiciel permettant la gestion des mesures de surveillance électronique)**
 - En lien avec le bureau des systèmes d'information, veiller à l'adéquation de la solution technique (logiciel, dispositifs de surveillance) aux besoins métiers
 - Contrôler la justesse des informations rentrées dans le logiciel SAPHIR : DDSE/DDSE peine/ARSE/ARSEM/PSEM/BAR
- 4) Participer aux missions de supervision de la DAP du bracelet anti-rapprochement (BAR)**
 - Rédaction d'écrits (fiches réflexes, audit, synthèses) en lien avec la supervision du prestataire

- Réponse aux questions juridiques relatives à la mesure
- Participation aux comités de suivi hebdomadaires avec le prestataire
- Préparation des réunions institutionnelles relatives au déploiement du dispositif en lien avec les autres directions du Ministère
- Vérification et modification des mesures BAR créées dans le logiciel SAPHIR en lien avec les ordonnances et jugements BAR reçus
- Contrôle aléatoire des mesures dans SAPHIR, analyse de situations a posteriori et écoute des conversations prestataire / placé et/ou victime
- Suivi des archivages de mesures

Nombre d'agents à encadrer

☐ A ☐ B ☐ C ☒ Sans objet

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions

Poste soumis à une habilitation au Secret de la défense nationale OUI ☐ NON ☒

Moyens mis à votre disposition (matériel, logiciels spécifiques, véhicules...)

Ordinateur portable

Les activités du service

Le Département des parcours de peine fait partie de la sous-direction de l'insertion et de la probation au sein de la direction de l'administration pénitentiaire.

Elle s'articule autour de deux départements – le Département du parcours des peines et le Département des politiques sociales et partenariales – afin d'assurer, sous une même autorité, une articulation constante entre les mesures, le partenariat et les pratiques professionnelles dans les SPIP.

Dans ce cadre, le département des parcours de peine :

- définit et évalue les modalités d'exécution par les services pénitentiaires des mesures judiciaires non-privatives de liberté, d'aménagement de peine et de probation, incluant la phase présententielle ;
- assure une mission d'appui et de conseil auprès des services déconcentrés pour favoriser le développement de ces mesures ;
- contribue à l'élaboration des normes relatives à ces mesures ;
- définit, en lien avec le département des politiques sociales et des partenariats, les orientations nationales pour les modalités de prise en charge des personnes placées sous main de justice ;
- définit les doctrines et les référentiels de pratiques des personnels exerçant en service pénitentiaire d'insertion et de probation ;
- élabore les doctrines d'emploi, les référentiels de pratiques des personnels et les orientations nationales pour la gestion des mesures de surveillance électronique ;
- assure, en lien avec le bureau des systèmes d'information, une mission d'appui et de conseil aux services déconcentrés en matière de surveillance électronique, fixe et mobile, ainsi que le suivi central de l'exécution des mesures de surveillance électronique ;
- définit, en lien avec l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice, les modalités d'exécution par les services pénitentiaires de la stratégie nationale du travail d'intérêt général ;
- dans son domaine de compétence, assure le suivi et l'évaluation des actions mises en œuvre par les services déconcentrés.

Le département est composé de 3 sections :

- La section des politiques de prise en charge
- La section « Surveillance électronique » qui intègre le pôle de supervision du Bracelet Anti Rapprochement
- La section « Evaluation » qui comprend dans son organigramme une cheffe de pôle, deux rédacteurs de catégorie A

Composition et effectifs du service

22 agents (directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation, magistrats, conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, attachés d'administration, officiers pénitentiaires, surveillant pénitentiaire).

Votre hiérarchie

Cheffe de section surveillance électronique

Vos interlocuteurs métiers

Directions interrégionales des services pénitentiaires, autres sous-direction de la direction de l'administration pénitentiaire

Votre profil

Vos principales compétences à mettre en œuvre

Connaissances	Savoir-faire
Connaissances juridiques en procédure pénale et droit de l'application des peines	Capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles
Intérêt pour les politiques publiques	Capacités d'organisation et de suivi

Maitrise des outils informatiques courants : Libre Office, Microsoft Office, Excel (création de tableaux, maitrise des fonctions et des formules)			
Savoir-être			
Capacité à s'inscrire dans une relation hiérarchique			
Travail en équipe			
Discrétion professionnelle			
Gout pour la communication			
Capacité d'initiative et réactivité			

Expériences professionnelles antérieures souhaitées

Expérience professionnelle en lien avec le droit pénal et la procédure pénale

Informations complémentaires

Organisation de travail : du lundi au vendredi

Restauration : Restaurant administratif

Accessibilité en transport / Parking : Parking + accès RER, métro et Tram

Vos contacts pour déposer une candidature		La procédure de votre recrutement
Renseignements et candidature		Poste nécessitant une enquête administrative de sécurité <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
Gwénaëlle LE HENAFF, Cheffe de section surveillance électronique	Gwenaelle.lehenaff@justice.gouv.fr	
Anaïs VACHEROT, Adjointe à la Cheffe de section	anais.vacherot@justice.gouv.fr	

Vous voulez en savoir plus ?



<http://justice.gouv.fr>

<https://lajusticerecrute.fr/>